

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM : *Territoire de Masisi, ZS Kirotshe, Aires de santé de Sake et Bweremana*



DR CONGO

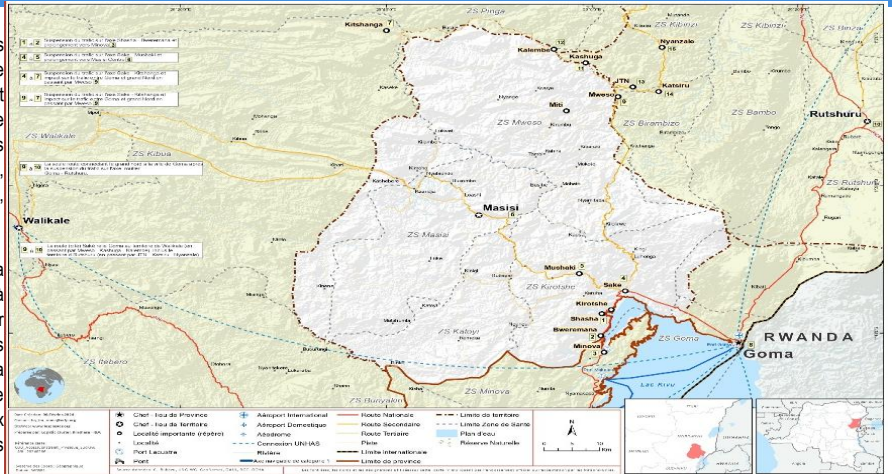


Contexte

Description de la crise

La crise actuelle, déclenchée par la guerre du M23, a engendré des déplacements massifs, la destruction des infrastructures, ainsi que la perte de biens et de vies humaines. Les groupes armés incontrôlés exacerbent l'insécurité, entraînant famine, malnutrition et un accès limité aux services de base. Toutefois, une petite accalmie a permis à certaines populations déplacées de commencer timidement à retourner dans des zones comme Sake, Bweremana et les environs dans la zone de santé de Kirotshe. Cette évolution, bien que positive, reste fragile.

Les perspectives d'évolution de la crise dépendent de plusieurs facteurs : la durabilité de la trêve en cours, la capacité des autorités à garantir la sécurité et à rétablir l'ordre, ainsi que l'ampleur de l'assistance humanitaire. Le retour progressif des déplacés pourrait offrir un répit, mais les tensions sociales et les traumatismes des populations rendent la réconciliation complexe. La reconstruction des infrastructures essentielles et le rétablissement de l'économie locale seront essentiels pour assurer une paix durable et permettre aux communautés de se stabiliser. Cependant, tant que les menaces sécuritaires demeurent, l'évolution de la crise reste incertaine.



Source des résultats : ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte	5525	5525
Autres codes d'alerte		
Date de début de crise	01/02/2024	13/11/2024
Date de fin de crise	09/09/2024	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	113	1572
Taille moyenne ménages	7,9	-

Accès physique	Source : équipe d'évaluation	
Accès sécuritaire	Voiture	
Présence de la MONUSCO	Oui, Imprévisible	
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Non	
Couverture tél.	Oui 40%	(estimation)

EM: Enquêtes ménages ; **IC:** Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les conséquences humanitaires de cette crise sont dramatiques et affectent tous les aspects de la vie des populations touchées. La guerre, principalement alimentée par le conflit du M23, a causé des déplacements massifs, la destruction des maisons et la perte de biens, obligeant les populations à fuir pour leur survie. Ces déplacés vivent dans des conditions précaires, sans accès à des soins de santé adéquats, à l'eau potable et à des infrastructures scolaires. L'insécurité alimentaire est grave, exacerbée par l'impossibilité d'accéder aux terres agricoles. La crise économique, engendrée par l'arrêt des activités commerciales et la présence de groupes armés, plonge les familles dans une dépendance totale à l'aide humanitaire. La guerre a aussi provoqué des pertes humaines, tant à cause des violences directes que des maladies liées aux mauvaises conditions sanitaires. La cohésion sociale est elle aussi profondément affectée. Les traumatismes de guerre et les déplacements ont exacerbé les tensions entre communautés, renforcées par des conflits ethniques et la perte de solidarité. Bien que certaines communautés hôtes accueillent les déplacés, la pauvreté et les ressources limitées entraînent des conflits internes, souvent liés à des comportements de survie comme le vol ou la prostitution.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	2%
18-64 ans	21%	16%
6-17 ans	17%	19%
7 mois-5 ans	8%	9%
0-6 mois	3%	2%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	52%
Nutrition	9%
Abris	6%
Articles ménagers essentiels (AME)	4%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	3%
Santé	4%
Education	0%
Nourriture	35%
Moyens de subsistance	1%
Protection	2%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	1%
Cash (inconditionnel)	9%
Autre	4%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	5				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	8%	15%	29%	-	48%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	27%	-	29%	-	43%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	6%	37%	-	-	50%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	52%	-	-	-	48%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	91%	-	9%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	82%	-	18%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	4%	63%	21%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	49%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	3%	27%	44%	26%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	1%	1%	17%	54%	42%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	2%	-	10%	-	88%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	26%	28%	27%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	64%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	58%	-	-	-	42%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	85%	-	-	-	15%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	45%	-	-	-	29%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	42%	-	17%	-	41%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	36%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Les perspectives d'évolution de cette crise dépendent de plusieurs facteurs, principalement la sécurité, l'accès humanitaire et la gestion des ressources. Si les affrontements armés diminuent et que les acteurs armés perdent de leur influence dans la zone, une stabilité progressive pourrait encourager la population au retour dans la zone, permettant une reprise des activités économiques. Cependant, tant que l'insécurité persisterait et que les tensions ethniques demeurent, la situation restera fragile. L'amélioration de l'accès aux services de base et la coordination humanitaire seraient essentielles pour atténuer la souffrance. À long terme, la réconciliation sociale, soutenue par des efforts de dialogue et de reconstruction, seraient cruciales pour assurer une paix durable dans la zone de retours.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre

(% de ménages)	
Cash physique (en espèces)	69%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	54%
Vouchers / foires	3%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	43%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	14%
Autre	4%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée) ³
Fréquence max. possible: 61

Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	49
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	2
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	22
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	14
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	20
Santé	27
Education	17
Protection (y compris la sécurité)	16
Cohésion sociale et consolidation de la paix	2
Communication	0
Moyens financiers (cash)	14
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

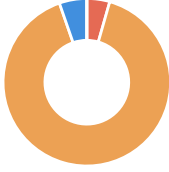
La méthodologie de collecte des données combinant Enquêtes Ménages (EM), Interviews avec des Informateurs Clés (IC) et Discussions de Groupes Focalisés (FGD) a permis de recueillir des informations diversifiées et complètes sur la crise en cours. Les Enquêtes Ménages (EM) ont constitué une base solide en offrant une vue d'ensemble des conditions de vie des ménages, des besoins en matière de protection, de santé, et de nutrition. Cette méthode a été essentielle pour quantifier l'impact de la crise et mesurer la portée des besoins humanitaires. En outre, elle a permis d'identifier les groupes les plus vulnérables, ce qui est essentiel pour orienter les interventions d'une manière ciblée.

Les Interviews avec des Informateurs Clés (IC) ont complété cette approche en permettant de recueillir des informations qualitatives de personnes ayant une connaissance approfondie du terrain, telles que les leaders communautaires, les responsables de santé ou les travailleurs humanitaires. Ces entretiens ont été particulièrement utiles pour obtenir des insights sur des problématiques spécifiques de protection, des dynamiques locales et des obstacles à l'accès humanitaire. Enfin, les Discussions de Groupes Focalisés (FGD) ont fourni une plateforme pour que des groupes de participants discutent ensemble de leurs expériences et préoccupations, offrant une profondeur supplémentaire aux analyses qualitatives. Cette méthodologie triangulaire a assuré une collecte de données riche et nuancée, permettant de mieux comprendre les impacts multidimensionnels de la crise et de répondre de manière plus appropriée aux besoins des populations affectées.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	e déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs
		EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête		12/11/2024	13/11/2024	18/11/2024
Date de fin de l'enquête		15/11/2024	15/11/2024	22/11/2024
Organisation				
Mission inter-agence/inter-organisation?		Oui	Oui	
Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
Mubambiro	11	11	4	7
Sake	53	53	6	7
Matsha	8	8	6	7
Bweremana	22	22	4	2
Kashenda	11	11	4	3
Kyabondo	8	8		
Total	-	113	24	26

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	4%	49%	
■ Retournés	90%	22%	
■ Communauté hôte / autochtones	5%	29%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	5	766
Retournés	102	344
Communauté hôte / autochtones	6	457
Réfugiés	0	3
Rapatriés / expulsés	0	3

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

113 1572

Taille moyenne des ménages (EM)

7,9 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

95% 244% #REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

42% (Réponse IC majoritaire)
Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

47 - #REF!
#REF!

Analyse des mouvements de population

Les données sur les mouvements de population (MdP) révèlent des dynamiques démographiques complexes au Nord-Kivu. Les résultats d'enquête montrent 4 % de déplacés internes contre 90 % de personnes retournées, indiquant une tendance au retour dans les zones d'origine depuis le mois de Août 2024, possiblement en raison d'une amélioration perçue des conditions sécuritaires dans l'aire de santé de Bweremana ou d'une pression pour quitter les zones d'accueil suite à des conditions de vie précaires. La faible proportion de ménages autochtones soit 5% n'ayant pas connus de déplacements, met en évidence une population locale numériquement minoritaire, reflétant l'impact des déplacements massifs.

Le ratio déplacés/communauté hôte atteint 244 %, illustrant une pression extrême sur les infrastructures et services essentiels (santé, éducation, eau) et un risque accru de tensions sociales. De plus, 42 % des ménages autochtones accueillent des déplacés, jouant un rôle clé dans l'assistance, mais supportant d'importantes charges économiques et sociales.

La taille moyenne des ménages, 7,9 membres, suggère des regroupements familiaux causés par les déplacements ou la nécessité de soutien social. Les déplacements les plus récents (moins de 3 mois) et ceux des 6 à 12 mois précédents révèlent une instabilité persistante, concentrée dans le territoire de Masisi, la ZS de Kirotshe et Sake, souvent liée à des conflits armés.

Les 47 familles d'accueil identifiées nécessitent un appui renforcé pour soutenir leur rôle crucial dans la résilience communautaire.

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	
Retournés	
Communauté hôte / autochtones	
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	0	0%	1	0%	1	0%
	>125 mm	10	100%	21	100%	31	100%
	MAG	0	0%	1	0%	1	0%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	4	22%	3	11%	7	16%
	>125 mm	14	78%	24	89%	38	84%
	MAG	4	22%	3	11%	7	16%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	4	14%	4	6%	8	9%
	>125 mm	24	86%	45	92%	69	91%
	MAG	4	14%	4	6%	8	9%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	0%				
	185-230 mm	10	18%				
	>230 mm	47	82%				
	MAG	10	18%				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total	
	n	n	n	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	23	20	43
	115-125 mm	34	26	60
	MAG	57	46	104
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	95	55	150
	115-125 mm	70	79	149
	MAG	165	133	298
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	118	75	0
	115-125 mm	104	105	209
	MAG	222	180	402
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	16		
	185-230 mm	14		
	MAG	30		

Analyse Nutrition

D'après les données de l'enquête ménage, le taux de malnutrition aigüe globale (MAG) est estimé à 9%. Cette prévalence révèle une disparité marquée entre les sexes, avec les filles significativement plus touchées (16%) que les garçons (0%). Chez les femmes enceintes et allaitantes (FEA), 18% présentent une malnutrition aigüe modérée (MAM), indiquant un risque nutritionnel préoccupant qui peut affecter directement leur santé, ainsi que celle du fœtus ou de l'enfant allaité.

En revanche, les données rapportées par les informateurs clés (IC) indiquent une situation nutritionnelle beaucoup plus critique chez les enfants de moins de 5 ans, avec une prévalence de MAG atteignant 48%, dont 42% de malnutrition sévère (MAS) et 52% de malnutrition modérée (MAM). Ces chiffres dépassent largement les seuils d'urgence définis par l'OMS (MAG > 15%), signalant une crise nutritionnelle majeure. La situation des FEA est également alarmante, avec des prévalences extrêmement élevées : 52% en MAS et 48% en MAM. Ces niveaux critiques de malnutrition exposent les FEA à des complications obstétriques graves et augmentent considérablement les risques de mortalité maternelle et infantile.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		44	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	32%	21	
Agriculture de subsistance	18%	22	
Agriculture de rente	4%	5	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	1	
Élevage	1%	3	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	21	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	2%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	4%	0	
Aucune	15%	2	
Autre	0%	5	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	60%	-	
Non	40%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	69%	-	
Non	31%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	34%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	6%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	17%	-	
Autre	3%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	64%	36	
Non	36%	8	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	13	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	31	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
		44	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	38%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	27%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	10%	-	
Marché	14%	-	
Travail pour de la nourriture	27%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	1%	-	
Achat auprès d'un voisin	4%	-	
Petit commerce	27%	-	
Vente de braises/charbon, etc	3%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	1%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	7%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	2%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	3%	-	
Autre	4%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	48%	-	5
1-2 semaines	29%	-	3
3-4 semaines	15%	-	1
Plus de 4 semaines	8%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	27%	-	1
Limite (>28)	29%	-	3
Pauvre (≤28)	43%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	6%	-	1
Sous pression (<19)	37%	-	3
Crise / urgence (≥19)	57%	-	5



Analyse Sécurité alimentaire

Le travail journalier (32 %) et l'agriculture de subsistance (18 %) sont les principales activités de subsistance. 60 % des ménages ont accès à la terre, ce qui constitue une opportunité pour la résilience alimentaire grâce à l'agriculture. La majorité des IC rapportent que plus de la moitié de leurs cultures et bétails ont été endommagés ou pillés. 69 % des ménages déclarent avoir eu accès à un marché fonctionnel récemment. Toutefois, les 31 % restants, privés d'accès, soulignent des barrières physiques (6 % trouvent les marchés trop éloignés) ou sécuritaires (17 % évoquent la dangerosité). Les coûts élevés sur les marchés représentent une barrière majeure (40 %), accentuant l'insécurité alimentaire. 48 % des ménages n'ont aucune réserve alimentaire, ce qui les expose à une insécurité alimentaire aiguë en cas de rupture des approvisionnements externes. Seuls 8 % disposent de réserves alimentaires dépassant quatre semaines. 43 % des ménages ont un score pauvre (0-28), traduisant une alimentation inadéquate et des carences nutritionnelles probables. 57 % des ménages sont en crise/urgence (≥19). Cela indique que des stratégies néfastes (réduction drastique des repas, emprunts) sont adoptées pour gérer les pénuries alimentaires. 37 % sous pression montrent un stress alimentaire mais dans une moindre mesure. 38 % des ménages dépendent de leur production agricole personnelle, ce qui est encourageant pour les autonomes. Cependant, la dépendance aux aides alimentaires et aux petits commerces (27 %) illustre la précarité économique. Les dons entre amis (10 %) et les emprunts alimentaires (7 %) traduisent des réseaux communautaires actifs, mais insuffisants pour combler le déficit alimentaire global

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		41	

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	60%	-
En famille d'accueil	10%	-
Dans un site spontané	0%	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	20%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	10%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Beaucoup (plus de la moitié des ménages)

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)

Maison (construction durable)	6%	0
Maison (construction non-durable délabrée)	73%	38
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	10%	21
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	7
Ecole transformée en centre collectif	-	6
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	12%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)

Oui	49%	-
Non	51%	-
Ne sait pas	0%	-



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Sévérité

3

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	4%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	46%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	15%	
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	1%	2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	4%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	7%	3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	4%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	2%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%	4
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	
		5

Analyse Abris

Les données montrent une situation de logement précaire avec 73 % des ménages dans des maisons non durables et délabrées, et 10 % dans des abris d'urgence. Seulement 6 % vivent dans des maisons durables, tandis que 12 % occupent des types d'habitations non spécifiés. Aucun ménage ne dort à la belle étoile, mais la qualité des abris reste insuffisante. En matière d'occupation, 60 % des ménages sont propriétaires de logements souvent non durables, tandis que 20 % louent, 10 % co-louent, et 10 % vivent en famille d'accueil. Aucune famille n'habite dans des sites spontanés ou collectifs, ce qui pourrait indiquer l'absence de telles infrastructures. La majorité des logements ont été endommagés ou détruits, et seulement 2 % sont intacts. 49 % des ménages souffrent d'une promiscuité modérée, tandis que 51 % ne sont pas affectés. Enfin, 46 % vivent dans des maisons non durables sur des parcelles qu'ils possèdent, soulignant un manque d'accès à des logements solides malgré la propriété.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	26%	-	
Non	65%	-	
Ne sait pas	8%	-	
Ne se prononce pas	2%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	3%	-	2
2 – 2.9	27%	-	3
3 – 3.9	44%	-	4
4 – 5	26%	-	5

Analyse AME

26 % des ménages signalent que les femmes et les filles utilisent des kits d'hygiène menstruelle, indiquant un accès limité. La majorité (65 %) ne les utilise pas, révélant des lacunes dans l'accès ou l'acceptabilité culturelle. Une minorité (8 % "ne sait pas" et 2 % "ne se prononce pas") reflète un manque d'information ou une gêne à aborder ce sujet.

Concernant les articles ménagers essentiels (AME), le score card évalue leur adéquation sur une échelle de 0 à 5 :

- Scores élevés (3 à 5, 70 %) : 44 % obtiennent un score de 3-3.9 (besoins modérément satisfaits), et 26 % un score de 4-5 (besoins largement satisfaits). Toutefois, des insuffisances persistent, notamment pour ceux proches de 3.
- Scores bas (1 à 2.9, 30 %) : 27 % obtiennent un score de 2-2.9 (besoins partiellement couverts), et 3 % de 1-1.9 (insuffisance sévère). Aucun score inférieur à 1 n'est signalé, indiquant de rares cas d'absence totale d'AME.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		51	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	147	
Robinets public / bornes fontaines	-	85	
Puits à pompe / forage	-	126	
Puits creusé aménagé	-	105	
Source naturelle aménagée	-	43	
Source naturelle non-aménagée	-	64	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	284	
Camion-citerne	-	84	
Charrette avec petite citerne	-	105	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	275	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	85	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	10%	-	1
Source non-améliorée	35%	-	3
Eau de surface	54%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	64%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	49%	-	
De 31 minutes à 2 heures	51%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	5%	3	
Les points d'eau sont trop éloignés	35%	17	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	13%	10	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	21%	8	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	1%	5	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	19%	17	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	19%	22	
L'eau est trop chère	0%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	22%	14	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	16%	11	
Autre	17%	1	
Ne sait pas	1%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		51	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	21%	-	
Les hommes adultes	13%	-	
Les femmes adultes	67%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	21%	-	
Les filles de moins de 18 ans	38%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	1%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	1%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	17%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	4
Accès à de l'eau de surface uniquement	54%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	42%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	2%	-	1
Oui, eau seulement	10%	-	3
Non	88%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	52%	-	
Non	48%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	6%	-	
Non	94%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	41	
Eau stagnante	-	20	
Déchets solides domestiques	-	33	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	9	
Rongeurs / rats	-	7	
Aucun	-	4	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			51
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	26%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	28%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	27%	-	5

Analyse EHA

64 % des ménages signalent des cas de diarrhée chez les enfants, plaçant la situation en sévérité 1, bien que des analyses complémentaires soient nécessaires pour confirmer les niveaux de prévalence. 54 % des ménages dépendent de sources d'eau de surface (sévérité 4), 35 % de sources non améliorées, et seulement 10 % ont accès à des sources améliorées. 42 % des ménages n'ont pas assez d'eau pour boire, et des proportions similaires sont observées pour la cuisine (34 %) et l'hygiène personnelle (35 %). Le temps nécessaire pour collecter de l'eau est un problème majeur : 51 % des ménages passent entre 30 minutes et 2 heures, augmentant la charge de travail, particulièrement pour les femmes (67 %) et les filles (38 %), souvent exposées à des risques sécuritaires. Par ailleurs, 19 % des points d'eau ne sont pas fonctionnels ou sont fermés, 35 % sont éloignés des communautés, et 22 % des ménages manquent de matériel de stockage d'eau. 88 % des ménages n'ont pas de dispositifs adéquats pour le lavage des mains, et seulement 2 % disposent d'eau et de savon. 27 % des ménages pratiquent la défécation à l'air libre, 54 % utilisent des latrines non améliorées. La moitié des latrines (52 %) sont partagées par plus de quatre ménages, augmentant le risque d'épidémies, et seulement 6 % sont séparées par sexe. 41 % des ménages signalent la présence de matières fécales comme problème principal, suivi des déchets non collectés (28 %) et de l'eau stagnante (20 %).

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

51

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	81%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	4%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	13%	-
Autre	3%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	83%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	3%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	12%	-
Autre	3%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	80%	-
Entre 1 heure et 2 heures	15%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	4%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	1%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	1
A la maison avec sage-femme	-	5
A la maison avec infirmier	-	5
Centre de santé / d'accueil	-	34
Autre	-	6
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		51	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	5	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	20	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	21	
Manque de médicaments	-	34	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	33	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	3	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	64%	-	4
Fièvre	88%	-	
Toux	62%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	62%	-
Non	16%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	969	1022
Infection Respiratoire Aigue	140	211
Diarrhées aiguës	41	94
Typhoïde	0	185
Malnutrition aigue globale	245	106
Rougeole	13	26
Choléra	51	51
Fièvre jaune	35	10
Fièvre hémorragique	10	5
Autre	0	3

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les structures de santé formelles, telles que les centres de santé, cliniques et hôpitaux, constituent les principales sources de soins pour la population, comme en témoigne 84 % des IC interrogés. Les données de l'enquête ménage confirment cette tendance, avec 81 % des ménages dirigés par des hommes et 83 % des ménages dirigés par des femmes déclarant avoir recours à ces structures pour les soins de santé. Cependant, une proportion notable de ménages préfère se soigner à domicile, représentant 13 % des ménages masculins et 12 % des ménages féminins interrogés. En matière d'accessibilité, 80 % des ménages atteignent une structure de santé en moins d'une heure de marche à pied. Toutefois, pour 5 % des ménages, le trajet vers les services de santé dépasse deux heures, ce qui pourrait poser un obstacle significatif en cas d'urgence ou pour un suivi médical régulier. Concernant les soins obstétricaux, la majorité des femmes accouchent dans des structures de santé formelles, ce qui est un indicateur positif en termes d'accès aux soins essentiels pour la santé maternelle et infantile. Cependant, une proportion non négligeable de femmes continue d'accoucher à domicile, souvent sous l'assistance de sages-femmes ou infirmières. En conclusion, bien que l'utilisation des structures de santé formelles soit élevée, des défis subsistent en termes d'accessibilité et de comportements liés aux soins à domicile et aux accouchements.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			49
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	42%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	22	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	15%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	13	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	7	-	
Nombre total de personnes âgées	1	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	0	2	2	0
Meurtre	11	1	8	4
Mutilations / coups et blessures	14	0	15	5
Violences intercommunautaires	6	0	0	0
Violences sexuelles	14	41	17	36
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	3	0	4	0
Blessés / morts dus aux mines	3	3	0	0
Mariage forcé / précoce	8	32	17	31
Violences conjugales	0	15	4	9
Séparation des familles	6	7	14	10
Pillage / vol / cambriolage	23	15	13	3
Pillage du bétail	7	1	3	2
Arrestations arbitraires	18	4	7	3
Harcèlement ou divulgation de renseignements	3	4	5	2
Recrutements / enrôlements forcés	12	0	16	8
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	10	0	3	0
Autre	0	0	0	5
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³				
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	0	2	2	0
Meurtre	11	1	8	4
Mutilations / coups et blessures	14	0	15	5
Violences intercommunautaires	6	0	0	0
Violences sexuelles	14	41	17	36
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	3	0	4	0
Blessés / morts dus aux mines	3	3	0	0
Mariage forcé / précoce	8	32	17	31
Violences conjugales	0	15	4	9
Séparation des familles	6	7	14	10
Pillage / vol / cambriolage	23	15	13	3
Pillage du bétail	7	1	3	2
Arrestations arbitraires	18	4	7	3
Harcèlement ou divulgation de renseignements	3	4	5	2
Recrutements / enrôlements forcés	12	0	16	8
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	10	0	3	0
Autre	0	0	0	5
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	27%	-
Déni d'accès à des services	9%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	4%	-
Mariage forcé	5%	-
Travail forcé	17%	-
Pas de cas dans le ménage	49%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	8%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	24%	-
Déni d'accès à des services	10%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	3%	-
Mariage forcé	13%	-
Travail forcé	14%	-
Pas de cas dans le ménage	58%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	7%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		49	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté		-	
Ne sait pas / ne se prononce pas		-	
Viol		-	
Agression sexuelle		-	
Violence physique ou harcèlement		-	
Mariage forcé		-	
Déni d'accès à des services		-	
Abus psychologique / émotionnel		-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	7	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	15	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	9	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	5	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	2	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	8	
Ne se prononce pas	-	8	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Non	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	8	
Accapement des terres	-	16	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	11	
Accès à la terre pour les PDI	-	14	
Augmentation du coût du loyer	-	12	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	11	
Destruction des étangs piscicoles	-	4	
Exploitation des ressources naturelles	-	2	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	5	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	7	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	6	
Insécurité d'occupation	-	15	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	4	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	6	
Problèmes de limites	-	5	
Rareté des terres	-	4	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	3	
Restitution des biens	-	4	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	5	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

42 % des ménages ont accueilli au moins un enfant non accompagné, une situation préoccupante confirmée par les IC qui rapportent en moyenne 22 enfants non accompagnés, nécessitant des mécanismes de prise en charge adaptés. 36 IC signalent l'absence de services adaptés pour les SVS, révélant une lacune critique dans l'accès aux soins psychosociaux et médicaux. 15 % des ménages comptent des PSH, incluant 13 enfants, 7 adultes et 1 personne âgée, particulièrement vulnérables en période de crise. 15 IC évoquent une assistance temporaire de la communauté hôte, mais 7 rapportent des tensions liées aux pressions sur les terres et les logements. Chez les femmes, 24 % rapportent des violences physiques, 14 % du travail forcé et 13 % des mariages forcés. 40 % des ménages rapportent des cas de viol, et 41 % des violences physiques ou harcèlement, soulignant une prévalence inquiétante des VSBG. Les tensions sociales incluent l'accapement des terres (16 IC), l'insécurité d'occupation (15 IC) et les problèmes d'accès pour les déplacés (14 IC), exacerbant les conflits. 29 % des ménages signalent des incidents liés aux restes explosifs de guerre, touchant principalement les hommes adultes. Les violences sexuelles, mariages précoces et mutilations physiques demeurent des préoccupations majeures.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		49	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Non	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	42%	-	1
Plus de 1 heure	17%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	41%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	34%	-	
Non	66%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	2	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	1	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	29%	-	
Filles (Primaire)	30%	-	
Garçons (Secondaire)	41%	-	
Filles (Secondaire)	44%	-	
Total	36%	-	3
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	33%	-	
Ecole trop éloignée	4%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	18%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	2%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	13%	-	
Absence des enseignants	4%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	2%	-	
Enfant jamais allé à l'école	4%	-	
Autre	16%	-	
Ne se prononce pas	2%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
Elles / Ils doivent travailler à la maison
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
Mariage précoce / mariage forcé
Grossesse précoce
Faim
La route pour aller à l'école est trop dangereuse
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
L'école est trop loin
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	3
13	12
0	0
0	0
8	9
0	0
7	-
0	-
0	0
9	10
0	0
1	0
4	4
3	3
0	0
0	1
0	3

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	13%
Avant la crise	-	47%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	47%
Avant la crise	-	60%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	60
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	36

Analyse Éducation

Selon les enquêtes ménages, 42 % des ménages accèdent à une école primaire fonctionnelle en moins d'une heure, 17 % en plus d'une heure, et 41 % rapportent l'absence d'écoles fonctionnelles, classant la situation en sévérité 5 (critique). De plus, 34 % des écoles sont occupées par des groupes armés, limitant leur utilisation. Environ 36 % des ménages déclarent que la majorité des enfants âgés de 6-11 ans ne sont pas inscrits ou ne fréquentent pas régulièrement l'école, soulignant une crise éducative liée à la pauvreté, au déplacement et à l'insécurité. Avant la crise, 47 % des enfants étaient inscrits à l'école, un taux tombé à 13 % après la crise. Le ratio élèves/enseignant est passé de 36 à 60, indiquant une surcharge. Les obstacles principaux à la scolarisation incluent la pauvreté (33 %), le déplacement (18 %), la peur (13 %), l'absence d'enseignants et la distance excessive des écoles.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		61	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	52%	-	
Nutrition	9%	0	
Abris	6%	10	
AME	4%	2	
EHA	3%	2	
Santé	4%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	35%	10	
Moyens de subsistance	1%	2	
Protection (y compris la sécurité)	2%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	1%	0	
Cash	9%	2	
Autre	4%	0	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	49	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	2	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	22	
AME	-	14	
EHA	-	20	
Santé	-	27	
Education	-	17	
Protection (y compris la sécurité)	-	16	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	2	
Communication	-	0	
Cash	-	14	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	69%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	54%	-	
Vouchers / foires	3%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	43%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	14%	-	
Autre	4%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	12%	-
Où recevoir l'assistance	47%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	47%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	9%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	16%	-
Comment donner son feedback	3%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	14%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	4%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	13%	-
Autre	5%	-
Préfère ne pas répondre	4%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	43%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	35%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	27%	-
SMS	24%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	2%	-
Evenements communautaires	6%	-
Crieurs publics avec mégaphones	31%	-
Au travers des leaders communautaires	10%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	3%	-
Organisations / comités de femmes	8%	-
Autorités locales gouvernementales	4%	-
Autorités locales (police, militaires)	2%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	4%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	44%	-
Boîte à plaintes	58%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	16%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	14%	-
SMS	16%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	5%	-
Crieurs publics avec mégaphones	14%	-
Au travers des leaders communautaires	6%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	2%	-
Organisations / comités de femmes	3%	-
Autorités locales gouvernementales	3%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	6%	-

Analyse AAP

Les bénéficiaires préfèrent majoritairement le cash physique (69 %) et électronique (54 %), appréciés pour leur flexibilité. L'assistance en nature (43 %) est également significative, tandis que les services (14 %) et les vouchers (3 %) sont peu demandés, reflétant potentiellement une inadéquation à leurs besoins. La nourriture (49 %) est le besoin prioritaire, suivie par la santé (27 %), les abris (22 %), l'EHA (20 %), l'éducation (17 %) et la protection (16 %), indiquant une diversité de vulnérabilités.

52 % des ménages n'ont reçu aucune aide depuis le début de la crise, soulignant un déficit de couverture. Parmi ceux ayant reçu une assistance, les priorités incluaient la nourriture (35 %), le cash inconditionnel (9 %) et les abris (6 %). Les ménages souhaitent surtout être informés sur les lieux d'assistance (47 %), les procédures d'enregistrement (47 %) et les critères de ciblage (16 %). Le faible intérêt pour le feedback (3 %) pourrait indiquer une méconnaissance des mécanismes de redevabilité.

Les canaux de communication préférés sont l'appel téléphonique (43 %), les interactions face-à-face (35 %), les crieurs publics (31 %) et les SMS (24 %). Pour la gestion des plaintes, les boîtes à suggestions dominent (58 %), suivies des appels téléphoniques (44 %) et des échanges directs (16 %). Les outils technologiques, comme les réseaux sociaux et SMS, restent sous-utilisés, probablement en raison d'un accès limité.

Conclusions générales et commentaires

Le tableau des scores de sévérité met en évidence des défis humanitaires et des situations de vulnérabilité significatives au sein des ménages déplacés, en particulier dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, des abris, de l'eau, de l'hygiène, et de la santé. Une majorité des ménages souffrent d'une grave insécurité alimentaire, avec des scores de consommation alimentaire faibles et un recours fréquent à des stratégies de survie. La malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes est alarmante, montrant un besoin urgent de réponse en matière de nutrition. De plus, la promiscuité dans les abris, ainsi que l'accès limité à des services de santé et d'éducation, renforce les risques de protection et de vulnérabilité.

Commentaires détaillés :

La majorité des ménages (48%) se trouve dans une situation sévère d'insécurité alimentaire. La disponibilité de ressources alimentaires est préoccupante, avec une forte proportion des ménages ayant des scores faibles pour la consommation alimentaire et la stratégie de survie. Le fait qu'une proportion significative de ménages (50%) ait recours à des stratégies de survie est un indicateur de la pression extrême sur leurs moyens de subsistance. La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes est particulièrement grave, avec des taux de malnutrition aiguë grave (MAG) atteignant 91% et 82% respectivement. Cela souligne l'importance de renforcer les interventions nutritionnelles dans cette zone. Les conditions de logement sont également préoccupantes, avec 63% des ménages dans des situations d'abris de fortune dont la sévérité 2 et 21% dans des situations de sévérité 3. Cela indique que les conditions de vie dans les zones de déplacement sont souvent marquées par une promiscuité élevée et des conditions de vie difficiles. La qualité de l'accès à l'eau potable est inquiétante, avec une forte proportion des ménages (54%) devant parcourir plus de 2 heures pour accéder à l'eau potable suite à la destruction des installations hydroliques par les effets de la guerre, ce qui pose des risques supplémentaires pour la santé. La disponibilité de systèmes de lavage des mains et d'installations sanitaires reste insuffisante, ce qui contribuerait à la propagation des maladies hydriques. La forte prévalence des diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans (64%) est un signe alarmant des problèmes sanitaires que traverse la zone, exacerbés par des conditions de vie précaires et un accès limité à des services de santé de qualité. Les menaces liées aux Restes Explosifs de Guerre (REG) affectent une part significative des ménages (45%), augmentant le risque de blessures et d'autres incidents de protection dans la zone enquêtée. Les mariages précoces et d'autres formes de VBG restent une armée utilisée par des acteurs armés pour contraindre les retournés aux travaux forcés et autres formes d'abus des droits humains, ce qui rend ces populations particulièrement vulnérables dans le contexte de la crise. L'accès à l'éducation reste très limité, avec 42% des ménages rapportant l'indisponibilité d'une école primaire fonctionnelle, mais 36% des enfants n'ont pas fréquenté l'école au cours des 14 derniers jours, ce qui reflète un manque d'accès à l'éducation en raison des déplacements et des conditions de vie difficiles.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seaux. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)